

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

17 novembre 2022

RÉSOLUTION**visant à rejeter l'incorporation
des territoires ukrainiens occupés
au sein de la Fédération de Russie**TEXTE ADOPTÉ
PAR LA SÉANCE PLÉNIÈRE

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

17 november 2022

RESOLUTIE**houdende het verwerpen van de inlijving
van de bezette Oekraïense gebieden
in de Russische Federatie**TEKST AANGENOMEN
DOOR DE PLENAIRE VERGADERING

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS*Documents:***Doc 55 2938/ (2022/2023):**

- 001: Proposition de résolution de M. Francken et consorts.
- 002: Amendements.
- 003: Rapport de la commission.
- 004: Texte adopté par la commission.

Voir aussi:

Compte rendu intégral:
17 novembre 2022.

KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS*Stukken:***Doc 55 2938/ (2022/2023):**

- 001: Voorstel van resolutie van de heer Francken c.s.
- 002: Amendementen.
- 003: Verslag van de commissie.
- 004: Tekst aangenomen door de commissie.

Zie ook:

Integraal verslag:
17 november 2022.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
cd&v	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigegekleurig papier)

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. inspirée par l'appel lancé le 11 août 2022 par la *Verkhovna Rada*, le Parlement ukrainien, aux Nations Unies, à la Commission européenne, au Parlement européen, au Conseil de l'Europe, à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et à leurs assemblées parlementaires, ainsi que par l'appel lancé par plusieurs gouvernements et parlements dans le monde à ne pas reconnaître les référendums fictifs organisés et tenus par les administrations occupantes de la Fédération de Russie dans les territoires ukrainiens temporairement occupés;

B. vu les référendums fictifs sur l'adhésion à la Fédération de Russie organisés du 23 au 27 septembre 2022 par la Fédération de Russie, puissance occupante, dans les républiques populaires autoproclamées de Donetsk et de Lougansk, qui n'ont toutefois pas été reconnues par la communauté internationale, et dans les territoires récemment occupés situés dans des parties des oblasts de Kherson et Zaporijjia¹;

C. vu les affirmations douteuses des autorités russes dans les territoires occupés, qui ont annoncé que les habitants avaient voté à la majorité écrasante en faveur de l'adhésion à la Russie, le "oui" l'ayant emporté respectivement à 99 % à Donetsk, à 98 % à Lougansk, à 93 % à Zaporijjia et à 87 % à Kherson, et ce, en contradiction avec tous les résultats des études menées avant la guerre et avec les chiffres réels de la population dans ces territoires occupés;

D. convaincue qu'en raison de l'absence de toute base juridique, de l'organisation hâtive, de la violation des normes démocratiques et de l'intimidation éhontée de la population locale, les référendums fictifs n'ont aucune légitimité et n'ont dès lors aucune conséquence juridique;

E. renvoyant aux déclarations des dirigeants du G7, qui ont condamné fermement ces référendums fictifs et ont souligné que ceux-ci sont contraires à la Charte des Nations Unies et au droit international;

F. vu la résolution 68/262 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 27 mars 2014, qui reconnaît l'intégrité territoriale de l'Ukraine et condamne le référendum fictif qui s'est tenu en Crimée;

G. constatant qu'en signant les traités le 30 septembre 2022, le président Poutine a fait un premier pas vers l'annexion illégale des quatre régions précitées, qui représentent 15 % du territoire ukrainien;

¹ Un oblast est une région ou province administrative dans plusieurs pays d'Europe de l'Est.

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. geïnspireerd door de oproep van 11 augustus 2022 van de *Verkhovna Rada*, het Parlement van Oekraïne, aan de Verenigde Naties, de Europese Commissie, het Europees Parlement, de Raad van Europa, de Organisatie voor Veiligheid en Samenwerking in Europa en hun parlementaire vergaderingen, alsmede de oproep van regeringen en parlementen wereldwijd om de organisatie en het houden van de schijnreferenda van de bezettende administraties van de Russische Federatie in de tijdelijk bezette gebieden van Oekraïne niet te erkennen;

B. gelet op de schijnreferenda van 23 tot 27 september 2022 voor de toetreding tot de Russische Federatie, georganiseerd door de bezettingsmacht van de Russische Federatie in de zelfverklaarde maar internationaal niet erkende volksrepublieken Donetsk en Loegansk en de recent bezette gebieden in delen van de oblasten Cherson en Zaporizja¹;

C. constaterende de dubieuze claims van de pro-Russische autoriteiten in de bezette gebieden dat de inwoners met een overweldigende meerderheid hebben gestemd voor toetreding tot Rusland, waarbij respectievelijk in Donetsk 99 %, in Loegansk 98 %, in Zaporizja 93 % en in Cherson 87 % zich voorstander verklaarde en dit in tegenspraak tot enige vooroorlogse onderzoeksresultaten en de werkelijke bevolkingsaantallen in de bezette gebieden;

D. overtuigd dat de schijnreferenda wegens het onbreken van enige rechtsgrond, de haastige organisatie, het schenden van de democratische normen en de schaamteloze intimidatie van de lokale bevolking geen enkele legitimiteit hebben en dus geen enkel juridisch gevolg creëren;

E. opmerkende de verklaringen van de leiders van de G7, die de schijnreferenda ten strengste veroordelen en erop wijzen dat deze ingaan tegen het Handvest van de Verenigde Naties en tegen het internationaal recht;

F. aanstippende resolutie 68/262 van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 27 maart 2014 waarin de territoriale integriteit van Oekraïne erkend wordt en het schijnreferendum rond de Krim veroordeeld wordt;

G. vaststellende dat president Poetin op 30 september 2022 met de ondertekening van verdragen de eerste stap zette tot de illegale annexatie van de vier voorgenoemde regio's, goed voor 15 % van het Oekraïense grondgebied;

¹ Een oblast is een bestuurlijke regio of provincie in enkele Oost-Europese landen.

H. notant que les revendications d'annexion s'étendent au-delà du territoire ukrainien réellement contrôlé par les forces de la Fédération de Russie aujourd'hui; jusqu'à 40 % de l'oblast de Donetsk et 30 % de l'oblast de Zaporijjia se trouvant toujours sous le contrôle des autorités démocratiques de Kiev;

I. faisant observer que l'annexion formelle légitime la poursuite de l'escalade du conflit selon la doctrine militaire russe de 2014 et permet de tirer prétexte des opérations ukrainiennes pour justifier une action militaire plus extrême, voire le recours à l'arme nucléaire;

J. renvoyant à la déclaration de la Maison Blanche du 23 septembre 2022: "Les États-Unis ne reconnaîtront jamais le territoire ukrainien comme autre chose qu'une partie de l'Ukraine. Les référendums de la Russie sont un simulacre – un faux prétexte pour tenter d'annexer par la force des parties de l'Ukraine, en violation flagrante du droit international, et notamment de la Charte des Nations Unies. Nous travaillerons avec nos alliés et partenaires pour imposer à la Russie des coûts économiques supplémentaires, rapides et sévères.";

K. soulignant que le Haut Représentant de l'Union européenne, Josep Borrell, a déclaré, le 28 septembre 2022: "Nous condamnons ces "référendums" illégaux avec la plus grande fermeté. Je suis sûr de pouvoir parler au nom des États membres de l'Union européenne lorsque j'affirme qu'aucun d'entre eux ne reconnaîtra leur résultat truqué, et nous appelons la communauté internationale à faire de même, car ces pseudo-référendums sont une violation pure et simple du droit international et des principes de la Charte des Nations Unies.";

L. vu le train de sanctions annoncé par le Royaume-Uni le 26 septembre 2022 en réponse aux simulacres de référendums illégaux organisés par le régime russe en Ukraine;

M. considérant que l'Union européenne n'est pas seule à être unie dans son opposition aux référendums et à l'annexion subséquente de territoires ukrainiens par la Fédération de Russie, comme l'a illustré l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 12 octobre 2022, d'une résolution intitulée "Intégrité territoriale de l'Ukraine: défense des principes consacrés par la Charte des Nations Unies" par laquelle elle condamne les "référendums illégaux" menés par la Russie en Ukraine;

1. SOUTIENT FERMEMENT l'intégrité territoriale de l'Ukraine et l'inviolabilité de ses frontières, telles qu'elles sont ancrées dans la constitution ukrainienne et reconnues au niveau international;

H. attenderende dat de annexatieclaims verder strekken dan het daadwerkelijke Oekraïense territorium dat de troepen van de Russische Federatie vandaag controleren, met tot 40 % van de Donetsk Oblast en 30 % van de Zaporizja Oblast nog steeds onder controle van de democratische autoriteiten in Kiev;

I. bemerkende dat de formele annexatie de verdere escalatie van het conflict volgens de Russische militaire doctrine van 2014 legitimeert en toelaat de Oekraïense operaties aan te grijpen voor extremere militaire actie en zelfs voor de inzet van nucleaire wapens;

J. refererend naar de verklaring van het Witte Huis op 23 september 2022: "De Verenigde Staten (zullen) het Oekraïens grondgebied nooit erkennen als iets anders dan een deel van Oekraïne. De referenda van Rusland zijn een schijnvertoning – een vals voorwendsel om te proberen delen van Oekraïne met geweld te annexeren in flagrante schending van het internationaal recht, waaronder het Handvest van de Verenigde Naties. We zullen samenwerken met onze bondgenoten en partners om Rusland extra snelle en ernstige economische kosten op te leggen.";

K. opwerpende dat de Hoge Vertegenwoordiger van de Europese Unie Josep Borrell op 28 september 2022 verklaarde: "(We) veroordelen deze illegale "referenda" in de sterkst mogelijke bewoordingen. Ik weet zeker dat ik namens de lidstaten van de Europese Unie kan spreken dat geen van hen hun vervalste resultaat zal erkennen, en we roepen de internationale gemeenschap op hetzelfde te doen, omdat deze schijnreferenda een pure schending zijn van het internationaal recht en de beginselen van het Handvest van de Verenigde Naties.";

L. wijzend op het pakket sancties dat het Verenigd Koninkrijk op 26 september 2022 aankondigde in reactie op de illegale schijnreferenda van het Russische regime in Oekraïne;

M. opwerpend dat niet alleen de Europese Unie verenigd staat in haar verzet tegen de referenda en tegen de daaruit volgende annexatie van Oekraïens territorium door de Russische Federatie, zoals wordt geïllustreerd met de aanneming op 12 oktober 2022, door de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties, van een resolutie met als opschrift: "Intégrité territoriale de l'Ukraine: défense des principes consacrés par la Charte des Nations Unies", waarin zij de onwettige referenda die Rusland in Oekraïne houdt, veroordeelt;

1. STEUNT KRACHTIG de territoriale integriteit van Oekraïne en de onschendbaarheid van zijn grenzen zoals verankerd in de Oekraïense grondwet en internationaal erkend;

2. ESTIME que les référendums fictifs organisés par la Fédération de Russie dans les territoires temporairement occupés de l'Ukraine constituent une violation flagrante du droit international, de la Charte des Nations Unies, du droit à l'autodétermination et de la constitution ukrainienne et déclare qu'elle n'en reconnaîtra jamais les résultats;

3. En conséquence logique de la non-reconnaissance de ces référendums fictifs, NE RECONNAÎTRA JAMAIS non plus la scission et l'annexion par la Fédération de Russie;

4. RAPPELLE avec force ses positions prises (notamment sur les plans humanitaire et diplomatique) lors de l'adoption de la résolution condamnant l'agression de l'Ukraine par la Fédération de Russie, en sa séance plénière le 17 mars 2022 (DOC 55 2579/004);

5. DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

5.1. de ne pas reconnaître et de condamner expressément les résultats des référendums fictifs organisés par la Fédération de Russie et toute autre forme d'"expression de la volonté du peuple" dans les régions d'Ukraine temporairement occupées par l'armée russe;

5.2. de ne pas reconnaître et de condamner expressément l'annexion illégale des territoires occupés de Kherson, Zaporijia, Donetsk, Lougansk et de la Crimée par la Fédération de Russie;

5.3. d'appeler, au niveau européen, à ce que les personnes et organisations ayant participé activement à l'organisation et à la tenue des référendums fictifs ou à d'autres activités liées rendent des comptes et fassent l'objet de mesures restrictives;

5.4. de réclamer, au niveau européen, que soit appliqué aux territoires nouvellement occupés le même régime de sanctions que celui qui s'applique à la Crimée;

5.5. de ne pas reconnaître les passeports de la Fédération de Russie délivrés dans les territoires occupés d'Ukraine;

5.6. de continuer à traiter, sur le plan diplomatique et consulaire, les territoires occupés et leurs habitants comme s'ils étaient contrôlés *de jure* par le gouvernement ukrainien;

2. IS VAN MENING dat de door de Russische Federatie gehouden schijnreferenda in de tijdelijk bezette gebieden van Oekraïne een flagrante schending vormen van het internationaal recht, het Handvest van de Verenigde Naties, het zelfbeschikkingsrecht en de Oekraïense grondwet en verklaart de resultaten daarvan nooit te zullen erkennen;

3. ZAL in navolging van het niet-erkennen van deze schijnreferenda ook de scheiding en annexatie door de Russische Federatie NOOIT ERKENNEN;

4. HERINNERT met klem aan de standpunten die zij tijdens haar plenaire vergadering dd. 17 maart 2022 met name op humanitair en op diplomatiek vlak heeft ingenomen bij de aanneming van de resolutie betreffende het veroordelen van de agressie van de Russische Federatie jegens Oekraïne (DOC 55 2579/004);

5. VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

5.1. de resultaten van de door de Russische Federatie georganiseerde schijnreferenda en van elke andere vorm van "uiting van de wil van het volk" in de tijdelijk door het Russische leger bezette gebieden van Oekraïne niet te erkennen en uitdrukkelijk te veroordelen;

5.2. de illegale annexatie van de bezette gebieden Cherson, Zaporizja, Donetsk, Loegansk en de Krim door de Russische Federatie niet te erkennen en uitdrukkelijk te veroordelen;

5.3. op Europees niveau op te roepen personen en organisaties die actief betrokken waren bij de organisatie en het houden van de schijnreferenda of bij andere gerelateerde activiteiten ter verantwoording te roepen en hen te viseren met beperkende maatregelen;

5.4. op Europees niveau op te roepen eenzelfde sanctieregime toe te passen voor de nieuwe bezette gebieden zoals deze die gelden voor de Krim;

5.5. de paspoorten van de Russische Federatie uitgegeven in de bezette gebieden van Oekraïne niet te erkennen;

5.6. zowel diplomatiek als consulaire de bezette gebieden en hun bewoners te blijven behandelen alsof ze *de jure* door de Oekraïense overheid worden gecontroleerd;

5.7. de dénoncer et de suivre toute politique de russification dans les territoires ukrainiens occupés de Kherson, Zaporijjia, Donetsk, Lougansk et en Crimée.

Bruxelles, le 17 novembre 2022

*La présidente de la Chambre
des représentants,*

*Le greffier de la Chambre
des représentants,*

Eliane Tillieux

Jan Deltour

5.7. elk beleid van russificatie in de bezette Oekraïense gebieden van Cherson, Zaporizja, Donetsk, Loegansk en de Krim aan de kaak te stellen en op te volgen.

Brussel, 17 november 2022

*De voorzitter van de Kamer
van volksvertegenwoordigers,*

*De griffier van de Kamer
van volksvertegenwoordigers,*